

Clow, Brian

De : Clow, Brian
Date : Jeudi 13 août 2020, 9 h 03
À : Surkes, Marci
Cc : Chin, Ben; Telford, Katie; Ahmad, Cameron; Thalmann, Brett; Broadhurst, Jeremy
Objet : Re : Systèmes d'alerte de pandémie?

Rapport de Sam :

Bonjour,

Vous trouverez ci-dessous certains renseignements initiaux que j'ai reçus ainsi que des messages.

Contexte :

L'ASPC a augmenté le niveau d'approbation pour émettre des alertes du niveau d'analyste à celui de la haute direction de l'ASPC. Ce changement a entraîné la production de « rapports de situation » provenant du réseau, car le niveau d'approbation était toujours au sein de l'organisation et de moins d'alertes. Santé croit que ce changement s'est produit à l'automne 2018. D'après ce que le ministère de la Santé peut dire à ce stade-ci, il n'y avait aucune directive d'arrêter d'émettre des alertes, c'est tout simplement devenu plus difficile, alors ils sont passés rapports de situation.

Sabina est en discussion avec le président de l'ASPC et communiquera avec moi ce matin pour me donner davantage d'informations.

Messages du ministère de la Santé :

- Les renseignements sur la santé publique sont essentiels pour repérer et surveiller les flambées épidémiques.
- Depuis le début de l'écllosion de la COVID-19, le Réseau Mondial d'Intelligence Santé Publique (RMISP) représente une importante source de renseignements sur la santé publique pour l'ASPC.
- Afin de repérer et de surveiller efficacement les éclussions, l'ASPC modernise le RMISP afin d'avoir accès à des technologies de pointe permettant de mieux recueillir et analyser les données.

- Nous faisons tout en notre pouvoir pour réagir rapidement à la COVID-19 et pour assurer la sécurité des Canadiennes et des Canadiens.

Envoyé de mon iPhone

Le 13 août 2020, à 8 h 53, Surkes, Marci <Marci.Surkes@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

On dirait que Sabina n'en était pas non plus au courant; elle sera informée à 10 h et nous tiendra au courant.

MS

Le 13 août 2020, à 8 h 03, Chin, Ben <Ben.Chin@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

Ce que j'aimerais mieux comprendre, c'est si toutes les décisions à ce sujet proviennent bien de l'ASPC. Je constate qu'il n'y a pas eu de réduction au niveau du financement.

Envoyé de mon iPhone

Le 13 août 2020, à 7 h 59, Surkes, Marci <Marci.Surkes@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

J'ai demandé à Rick de creuser – ni l'un ni l'autre

n'avait reçu de préavis. MS

Le 13 août 2020, à 7 h 15, Telford, Katie <Katie.Telford@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

Première page du Globe. Comment réagissons-nous à cela?

publié le : 2020-08-13
reçu le : 2020-08-13 à 04 h 23 (EST)

Globe and Mail (Ontario)
Nouvelles I R1, nombre de mots : 1 189

Système d'alerte pandémique de nouveau opérationnel

**Ottawa réintègre le réseau
responsable d'émettre des
avertissements sur d'éventuelles
flambées épidémiques après
440 jours de silence**

par : Grant Robertson

Plus d'un an après avoir été réduit au silence par le gouvernement fédéral, le système international canadien de surveillance et d'alerte en cas de pandémie est de retour en ligne.

À la fin de la semaine dernière, malgré l'absence de déclaration officielle du gouvernement, le Réseau Mondial d'Intelligence Santé Publique (RMISP) a commencé à émettre des alertes concernant des flambées épidémiques pour la première fois depuis le 24 mai 2019, date à laquelle il a été mis hors service.

Ce changement fait suite à une enquête menée par le Globe and Mail il y a un peu plus de deux semaines dans le cadre de laquelle le système RMISP, qui avait été louangé partout dans le monde pour sa capacité à détecter des éclosions potentiellement dangereuses à leurs stades les plus précoces – et à fournir des renseignements continus aux décideurs – avait effectivement été mis hors fonction dans la foulée des priorités changeantes du gouvernement.

Le service hautement spécialisé, composé de médecins et d'épidémiologistes qui ratissent les fils de nouvelles mondiaux, les rapports de symptômes en ligne, les données officielles sur la santé et de nombreuses autres sources de renseignements pour détecter et surveiller les menaces d'épidémie à mesure qu'elles se développent, était considéré comme la pierre angulaire des mesures d'intervention du Canada en cas de pandémie. Face à des gouvernements souvent réticents à divulguer des éclosions, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comptait également sur le MISP pour obtenir 20 % de ses « renseignements épidémiologiques », selon les documents fédéraux.

Mais fin 2018, les analystes se sont fait dire de se concentrer sur des projets jugés plus importants selon les priorités du gouvernement. Puisqu'il n'y avait alors aucune menace de pandémie mondiale qui avait été récemment détectée, le gouvernement a déplacé l'objet du MISP vers des affectations nationales, comme le suivi des effets du vapotage sur la santé au Canada.

Ce changement a considérablement réduit les tâches de surveillance internationale de l'unité, ce qui a soulevé des questions sur la défaillance du système au moment où il aurait été le plus nécessaire.

Le 24 mai dernier, le RMISP a émis sa dernière alerte : elle portait sur une étrange épidémie en Ouganda qui avait tué deux personnes et qui a ensuite cessé de se manifester. C'est ainsi qu'une grande partie de son travail de surveillance, qui représente le principal avantage de l'opération, a également cessé. Au début de la pandémie de COVID-19, le gouvernement s'est principalement fié aux divulgations officielles du gouvernement chinois et aux données de l'OMS pour déterminer l'ampleur de la menace.

Or, jeudi soir la semaine dernière, le RMISP a émis sa première alerte de flambée épidémique en 440 jours, signalant que certaines de ses fonctions de données épidémiologiques sont désormais rétablies par le gouvernement.

Le Globe a obtenu une copie de l'alerte, qui met en garde contre une maladie potentiellement mortelle transmise par les tiques en Chine et qui semble être transmissible de personne à personne.

Il s'agit d'un système conçu pour insuffler une notion d'urgence dans le système de santé publique, puisque l'alerte incite à poursuivre une surveillance indépendante de la menace par le Canada et 85 autres pays qui dépendent du RMISP. « La valeur première des alertes du RMISP n'est pas simplement de s'assurer que les professionnels de la santé publique savent que certains événements se sont produits, mais de savoir quels événements méritent un examen plus approfondi », a indiqué mercredi Natalie Mohamed, une porte-parole de l'ASPC, dans un communiqué.

Avant qu'il n'ait été mis hors fonction l'an dernier, le RMISP a envoyé plus de 1 500 avertissements de ce genre dans le monde au cours de la dernière décennie, ce qui a incité les officiels de santé publique et l'OMS à agir au besoin.

Un employé de la santé publique, qui n'est pas nommé parce qu'il craint des représailles pour avoir dénoncé la situation, a déclaré que le personnel était soulagé lorsque le système de surveillance et d'alerte a soudainement redémarré.

« J'ai presque pleuré lorsque la nouvelle alerte a été lancée. C'est comme ça que je me suis senti », a déclaré l'employé du RMISP. « Aucun d'entre nous ne le considère comme un simple boulot. Nous sommes extrêmement attachés à ce travail. Vous faites un tel travail parce que vous croyez que quelqu'un va le remarquer et que cela changera le comportement [des décideurs]. La raison d'être supposée de ces alertes est de modifier un comportement pour que les gens soient au courant d'un problème de santé et qu'ils puissent le régler avant qu'il ne devienne trop important. »

La décision de redémarrer le système a eu lieu le même jour où le Globe a signalé que la vérificatrice générale avait l'intention d'enquêter sur la façon dont le gouvernement gère le RMISP, qui a été utilisé lors d'éclousions antérieures comme celle du H1N1.

Bien qu'il soit difficile de savoir quel impact le RMISP aurait pu avoir sur la pandémie de COVID-19 dès les premiers jours, si le système avait fonctionné correctement, l'employé de la Santé publique a déclaré que le réseau est conçu non seulement pour sonner l'alarme en cas de problème le plus tôt possible, mais aussi pour que les gouvernements puissent reconnaître la menace et accélérer leur intervention, notamment en intensifiant les mesures dans les aéroports, en fermant les frontières, en instaurant une distanciation physique, en mettant en place des mesures des masques et d'autres étapes.

« L'effet cumulatif des alertes du RMISP pendant la pandémie pourrait avoir modifié les interventions de certains pays », a déclaré l'employé de l'ASPC.

L'enquête du Globe a décrit comment les scientifiques de l'ASPC ont été dépouillés de leur capacité à effectuer de la surveillance et à émettre des alertes de façon indépendante. À partir de la fin de 2018, le Ministère s'est lassé du mandat international du RMISP et a commencé à exiger que les alertes soient approuvées par la haute direction. Cela a entraîné des retards et, dans de nombreux cas, a carrément annulé à l'alerte. Cela a également rendu inutiles la plupart des fonctions de surveillance internationale du RMISP, puisqu'il n'y avait plus d'incitation à recueillir des renseignements.

Les médecins et les épidémiologistes de l'ASPC ont dit qu'ils n'avaient plus l'impression d'être entendus et ont craint que certains de leurs avertissements les plus urgents aux premiers jours de l'épidémie de COVID-19 n'aient pas été transmis dans la chaîne de

commandement aux hauts représentants du gouvernement le plus rapidement possible.

Le système n'a pas encore retrouvé sa capacité antérieure.

Près de 20 heures se sont écoulées avant que la direction approuve l'alerte envoyée jeudi, qui a averti les médecins et les gouvernements du monde entier de surveiller les signes de propagation d'un nouveau virus transmis par les tiques. Avant que le système d'approbation soit mis en place, le RMISP a été créé pour émettre des alertes en aussi peu que 15 minutes.

Le gouvernement a hésité à discuter publiquement du RMISP et a parfois fourni des renseignements contradictoires sur son statut.

Cet été, lorsque le Globe a demandé pourquoi le système gouvernemental de surveillance de la pandémie et d'alerte avait été mis hors service, un porte-parole de l'ASPC a répondu dans un communiqué que « le RMISP n'a pas cessé d'émettre des alertes ». Ce n'est que lorsque le Globe a informé le gouvernement qu'il avait obtenu 10 ans de dossiers montrant que le système avait émis plus de 1500 alertes depuis 2009 puis s'était arrêté subitement le 24 mai dernier que le gouvernement a reconnu le changement. Les alertes n'avaient pas cessé, a laissé entendre l'ASPC, elles n'étaient tout simplement plus émises. Ils devaient maintenant obtenir l'approbation de la haute direction.

Cette semaine, l'ASPC a déclaré au Globe dans un communiqué que les capacités du RMISP, au lieu d'être réduites, comme les scientifiques du ministère l'avaient décrié, avaient plutôt été « améliorées ». L'exemple donné était un récent partenariat avec le Conseil national de recherches pour en moderniser la technologie.

Toutefois, le Globe a obtenu cette semaine un document interne du gouvernement montrant que le projet avec le CNRC avait été largement considéré comme un échec au sein du ministère, et que la plupart de ses objectifs n'avaient pas été atteints, malgré le coût de 2 millions de dollars.

Les travaux du RMISP lui ont valu les éloges d'autres pays. Dans un cas, les analystes canadiens, qui étudiaient des éléments d'information provenant de loin, ont alerté les gouvernements d'Afrique de l'Ouest des flambées d'Ebola que les responsables de ces pays n'avaient pas relevées. Malgré un budget de 2,8 millions de dollars, qui était relativement faible au sein de l'ASPC, l'opération était constamment menacée de compressions, d'autant plus que le gouvernement était las de l'attention internationale que recevait le RMISP.

Envoyé de mon iPhone